

DIR PROJETS/AR-2022-377 bis
ARRETE DU MAIRE

Objet : ARRETE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS DE STATIONNEMENT Place du Marché des Merisiers - Le Jeudi 17 novembre 2022

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

Vu le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

Vu le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1^o-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

Vu la délibération n° 2022-337 du 4 juillet 2022, portant sur la fixation des redevances d'occupation du domaine public et des tarifs municipaux pour les badges, clefs et la reprographie des documents administratifs ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8^o partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

Considérant que **Monsieur DEMASSIET – 4, rue Verte – 59470 HOUTKERQUE** est autorisé à mettre en place un stand pour la vente de pomme de terre, place du Marché des Merisiers ;

Considérant qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public dans le cadre de la mise en place d'un stand de vente de pomme de terre et assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public pour la vente de pomme de terre place du Marché des Merisiers le jeudi 17 novembre 2022 à partir de 8h30. A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Le stationnement des véhicules sera interdit sur 4 places sur le parking des Merisiers à tous les véhicules sauf ceux appartenant à l'organisation de la vente.

Article 3 : Monsieur DEMASSIET devra mettre en place les moyens nécessaires pour maintenir les abords en parfait état de propreté.

Article 4 : Les activités de vente sont **autorisées le jeudi 17 novembre entre 8h30 et 18h00.**

Article 5 : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

Article 6 : Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.

Article 7 : La redevance d'occupation du domaine public est fixée à 60€ pour 20m² d'occupation journalière. Un titre de recette sera émis à cet effet.

Article 8 : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant l'installation sur site.

Article 9 : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par

Trappes, la Ville solidaire !

procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. L'installation pourra être interrompue sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours Citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes, -9 NOV. 2022

AII RABEH
Maire de Trappes



[Handwritten signature]